**STANDING WORKING GROUP REFORPRO**: **Reformism (s), Progressivism (s), Conservatism (s) in education: what critical argumentations?**

Convenors : A. Robert (France), F. Mole (Geneva), J. Pintassilgo (Portugal)

***Call for papers***: ISCHE 40

Teachers all act according to what Sensevy called their *practical epistemology* (Sensevy, 2011). They organize their teaching on the basis of ideas pertaining to what they conceive as knowledge. These ideas constitute for them a kind of theory of knowledge which springs from practice, and controls it. But, more largely, every teacher acts according to a more or less coherent overall conception of his work and its meaning (a horizon of meaning). If the teacher’s task is constrained by legislation and regulatory documents, every teacher adopts a more or less critical position towards them in the discharge of his duties as well as in his political, union, or associative activism.

            It therefore seems relevant to investigate not only the tensions that may divide teachers between “conservatism(s),” “reformism(s),” and “progressivism(s),” but also to examine the critical arguments they use to foster or overcome these distinctions when some teachers endeavor to theorize their positions and practices. Now, the history of schooling inclines us to think that it is sometimes difficult to find out which position is really progressive in a context of struggles within societies. Likewise, deciding, in such a context, whether critical assessments of a given situation are to be considered progressive or not and why is no easy task. Indeed, it is not uncommon for teachers to adopt positions conceived as progressive on the political and social side and which are, at the same time, regarded as fundamentally conservative on the educative side; such a phenomenon was called *demo-elitism*(Robert, 2006). Conversely, a progressive, innovative educational view may be rooted in conservative political conceptions or in backward-looking, if not reactionary, philosophical options. For instance, eugenics, which can be considered historically and philosophically as a reactionary ideology, may have had advocates among the strong supporters of democratic schooling, such as Édouard Toulouse and Henri Piéron (Garnier, 2015).

Among the numerous questions that may be explored, one concerns the determination of progressive positions within Hannah Arendt’s framework of the necessary *conservatism*of teachers (Arendt, 1972). How is it possible to identify progressive positions, given that the school is a conservative institution? Such a question underlines the fact that certain contradictions may prove to be important in teachers’ critical thinking: can an avowedly progressive position jeopardize, under certain circumstances, the things worthy of being *preserved* within the school? And, conversely, can an apparently conservative view prove itself to be a determined stand against the squandering of the cultural legacy which it is the school’s duty to preserve? The recent debates in France surrounding middle school reform (without prejudice to anyone’s position on that matter) may constitute in this regard a contemporary illustration of this issue. In any case, the Standing Working Group will strive to identify in the history of education (whether in long-run history or in the history of present times) situations emblematic of this debate pertaining to the various meanings of terms such as conservatism, or even reactionary philosophy, reformism and/or progressivism.

Concerning the 19th and 20th centuries education history by the world, the papers, based on empirical studies, must include analysis and reflections about at less one of the three notions and their variations (progressivism, reformism, conservatism). Send the abstracts the three convenors :

andre.robert@univ-lyon2.fr

fr.mole@wanadoo.fr

japintassilgo@ie.ulisboa.pt

Deadline : 2018 January 31th.

**SWG : REFORPRO, ISCHE 40**

Titre français : **Réformisme(s), Progressisme(s), Conservatisme (s) en éducation : quelles argumentations critiques ?**

Les professeurs agissent tous en fonction ce que Sensevy appelle leur *épistémologie pratique* (Sensevy, 2011). Ils organisent leur enseignement en fonction d’un certain nombre d’idées qu'ils ont à propos du savoir, et qui constituent pour eux une sorte de théorie de la connaissance née de la pratique, et qui la contraint. Mais tout professeur agit, plus largement, sur fond d'une conception d'ensemble plus ou moins cohérente de son métier et de son sens (un horizon de sens). Si la mission du professeur est encadrée par des textes règlementaires, tout enseignant adopte une position personnelle plus ou moins critique par rapport à ces textes, dans l'exercice même de sa profession, et en dehors dans le cadre de l'action militante associative, syndicale ou politique.

Il semble donc pertinent de s'interroger sur les tensions qui peuvent diviser les enseignants entre conservatisme(s) et réformisme(s) ou encore progressisme(s), à l’aide de quelles argumentations critiques ils les alimentent et/ou prétendent les surmonter lorsque certains passent à une forme de théorisation de leurs positions et de leurs pratiques. Or, l'histoire des institutions d'enseignement nous fait penser qu'il est parfois difficile de savoir où est la position progressiste dans le contexte des luttes qui agitent les sociétés, ou quelles sont les positions critiques émises sur une situation donnée qui peuvent être considérées comme progressistes, et en quoi elles le sont. Il n’est pas rare en effet d’avoir pu rencontrer des positions d’enseignants considérées comme progressistes sur le plan des options politiques ou sociales, et réputées foncièrement conservatrices en matière éducative ; c’est ce qui a pu être appelé *démo-élitisme* (Robert, 2006). Inversement, telle orientation éducative ou pédagogique innovatrice, progressiste, a pu s’accompagner de conceptions politiques ou de choix philosophiques fondamentalement de type conservateur, voire réactionnaire. Ainsi, l’eugénisme, idéologie réactionnaire au regard de l’approche historique et philosophique, a pu avoir en France des partisans parmi les défenseurs de l’école démocratique, tels qu’Edouard Toulouse et Henri Piéron (Garnier, 2015).

L'une des questions qui se posent pourrait être celle de la détermination des positions progressistes dans le cadre de ce qu'Hanna Arendt nommait le nécessaire *conservatisme* des professeurs (Arendt, 1972). Comment identifier des positions progressistes dans la mesure où l'on considère l'École comme un conservatoire ? Cette question renvoie au fait que certaines contradictions peuvent jouer dans la pensée critique des enseignants : une position qui s'affiche comme progressiste ne peut-elle, sous certaines conditions, mettre en péril ce qui vaut d'être *conservé* dans l'institution scolaire ? Et inversement, une position qui peut sembler conservatrice ne peut-elle, sous certaines conditions, s'avérer une position de résistance à ce qui menace de dilapider le fonds culturel dont l'École est censée être le conservatoire ? Les récents débats en France autour de la réforme du collège (sans préjuger de la position qu’on adopte par rapport à celle-ci) peuvent constituer une illustration contemporaine de cette problématique. En tout état de cause, le SWG s’emploiera à repérer dans l’histoire de l’éducation (histoire longue, histoire du temps présent) des situations emblématiques de ce débat entre plusieurs acceptions possibles des notions de conservatisme, voire philosophie réactionnaire, réformisme et/ou progressisme.

Fondées sur des études empiriques concernant l’histoire de l’éducation des 19e et 20e siècles, les communications devront inclure des analyses et des réflexions sur au moins une des trois notions impliquées et leurs variations de sens (progressisme, réformisme, conservatisme).

Abstracts à envoyer à :

andre.robert@univ-lyon2.fr

fr.mole@wanadoo.fr

japintassilgo@ie.ulisboa.pt

Deadline : 31 janvier 2018

Previous communications :

**ISCHE 38 Chicago** :

André Robert (Lyon 2) : Introduction générale au SWG

Sébastien Alix (Paris Descartes et Lyon 2) : La démocratie comme éducation : la philosophie progressiste de John Dewey.

Frédéric Mole (UJM et Genève) : Controverses autour des conceptions nouvelles de l'éducation dans l'entre-deux-guerres (France, Suisse romande)

Bruno Poucet et Ismaël Ferhat (UPJV Amiens) : L'éducation sous la présidence de F. Mitterrand (1984-88) : un progressisme éducatif à l'épreuve.

**ISCHE 39 Buenos Aires** :

Sébastien Alix  (Paris Descartes) : Les pères fondateurs du *testing* aux États-Unis :
entre pensée socialement conservatrice et idéal méritocratique

Adrian Ascolani (CONICET/UNR, Rosario) : Conservadores, reformistas y pragmáticos. El gobierno de la educación primaria nacional en la Argentina (1933-1937)

Frédéric Mole (UJM et Genève) : Une éducation nouvelle dans l’enseignement secondaire ? Les positions du Bureau international des Une Fédérations nationales du personnel de l'enseignement secondaire public (années 1920-1930)

Noëlle Monin (Lyon 1) : Le débat entre conservatisme et progressisme. Les innovations pédagogiques de Robert Gloton entre 1950 et 1971.

Joaquim Pintassilgo (Universidade Nova Lisboa) : La rénovation pédagogique au Portugal dans les années 60 et 70 du 20esiècle : l’apport du mouvement de l‘Ecole moderne

Bruno Poucet (UPJV Amiens) : Comment un recteur conservateur peut-il mener une politique éducative progressiste ?

Sylvain Wagnon (Montpellier 2) : « Former l’élite » : les pédagogues d’éducation nouvelle entre émancipation et révolution conservatrice (1919-1939) ?

Ismaël Ferhat (UPJV Amiens) : « Conservatisme et progressisme ont-ils un sens dans les politiques éducatives locales ? L’exemple du Conseil régional de Picardie (1982-2015) »